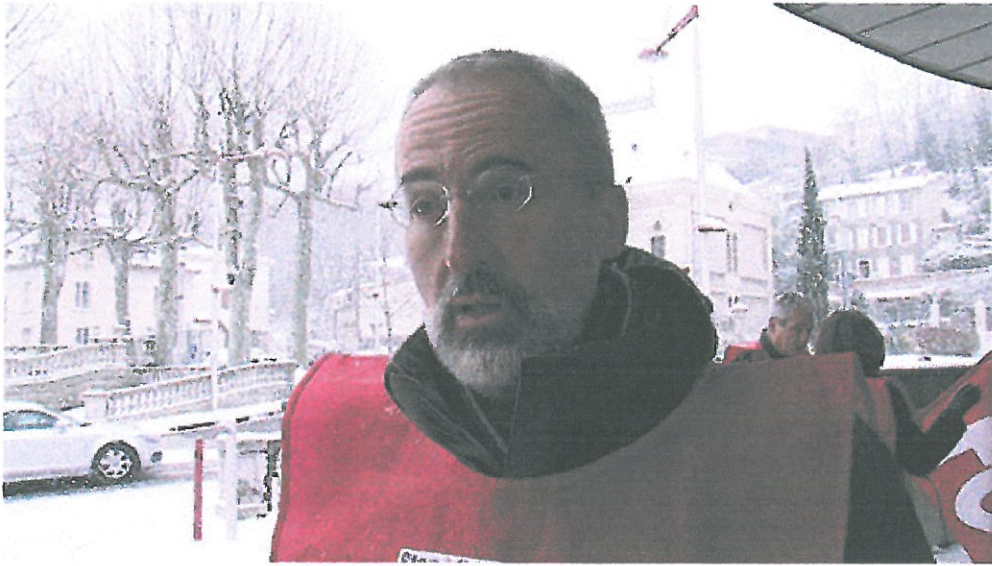


## Foix: mobilisation des agents des Finances Publiques

02/02/2012 | 19:13

ariegenews.com



© MidiNews 2012

### DERNIÈRES VIDÉOS

■ Europe  
Ecologie-Les  
Verts s'attaque  
à l'éclairage  
public



■ Grève au  
SMDEA: la CGT  
veut mettre un  
terme à «la  
chasse aux  
sorcières»



■ Les  
propriétaires  
forestiers  
ariégeois  
veulent se faire  
entendre



### Le mot d'ordre était national.

En Ariège, c'est à Foix qu'une poignée d'agents des Finances Publiques se sont rassemblés malgré la neige tombant à gros flocons.

Suppressions de postes, des missions délaissées, et des conditions de travail dégradées: c'est tout cela que les syndicats ont souhaité mettre en avant lors de cette journée d'action.

Rappelons que les finances publiques assurent le traitement des déclarations et le calcul des impôts, ainsi que le contrôle et la lutte contre la fraude.

«Les suppressions d'emploi continuent à impacter tous nos services, au sein de la fameuse RGPP, la révision générale des Politiques Publiques» explique Jean-Paul Bertrand (secrétaire départemental de la fédération des finances).

Selon les syndicats, près de 25 000 emplois auraient été supprimés depuis 2002 au sein des services des Finances Publiques.

Pour les agents, cela est synonyme d'une hausse de la charge de travail, «suite à ces suppressions d'emploi, les conditions de travail se dégradent de plus en plus.

Sans oublier la rémunération bloquée pour l'ensemble de la fonction publique. C'est la non reconnaissance de la technicité de nos missions»

Les agents expliquent aussi que certaines missions sont remises en question, «tout ce qui concernait les dépenses de l'Etat par exemple. Des missions sont aussi centralisées à Toulouse.

Il y a aussi les conséquences de l'application comptable de Chorus (pour rénover le système d'information vers plus de dématérialisation) qui entraîne de grosses difficultés, car ça a été mené à marche forcée. On en subit les conséquences»

Résultats: certains délais augmentent, «les agents subissent tout cela au quotidien.

Mais ce sont les usagers, les contribuables qui en subiront les conséquences»

